

Macron, sale menteur, tu as bien vendu les Chantiers navals de Saint-Nazaire aux Italiens !

écrit par Christine Tasin | 4 mai 2017

Hier soir, durant le débat télévisé d'entre-deux tours de l'élection présidentielle, Emmanuel Macron a fait preuve de malhonnêteté lorsque le sujet des chantiers navals de Saint-Nazaire a été évoqué. Une fois de plus, c'est Marine Le Pen qui a parlé avec franchise. Son poursuivant du Système, lui, actait le renoncement du Gouvernement sur ce dossier... comme tant d'autres.

Oui, Emmanuel Macron, nommé ministre de l'Industrie en 2014, n'a rien fait pour préserver les chantiers navals de Saint-Nazaire — tout comme l'ensemble de nos grandes infrastructures industrielles — des fléaux nouveaux qui les accablent : travail détaché, transferts de compétences, politique commerciale au doigt mouillé... en témoigne le piteux épisode des *Mistral* russes.

Oui, Emmanuel Macron, en poussant au maximum la France dans l'intégration européenne durant son ministère, n'a rien fait pour la préserver des excès du libre-échange, là où son **prédécesseur** au « Redressement productif » essayait au moins de poser sur le plan théorique la question du protectionnisme.

Surtout, comme l'a indiqué Marine Le Pen, Emmanuel Macron a bel et bien vendu les Chantiers de Saint-Nazaire aux Italiens de *Fincantieri*. Prétendant le contraire, il a menti... En refusant la perspective d'une nationalisation au moins partielle et temporaire, par l'acquisition publique de 51 % de l'actionnariat des Chantiers, monsieur Macron a précipité cette vente au rabais, coup de canif dans notre souveraineté industrielle.

À Saint-Nazaire, cette solution est pourtant plébiscitée depuis des années par une part importante de la population et la majorité syndicale FO-CGT. De même, Marine Le Pen et le Front national la demandent. Mais monsieur Macron ne l'entend pas !

Front national de Loire-Atlantique
BP 50521, 44005 NANTES cedex 1

Hier soir, ce paltoquet sans science ni conscience à juré

mordicus que Marine mentait quand elle évoquait la vente au rabais des Chantiers de Saint-Nazaire aux Italiens...

Comme l'a indiqué Marine Le Pen, Emmanuel Macron a bel et bien vendu les Chantiers de Saint-Nazaire aux Italiens de *Fincantieri*. **Prétendant le contraire, il a menti...** En refusant la perspective d'une nationalisation au moins partielle et temporaire, par l'acquisition publique de 51 % de l'actionnariat des Chantiers, **monsieur Macron a précipité cette vente au rabais, coup de canif dans notre souveraineté industrielle.**

Hier soir, durant le débat télévisé d'entre-deux tours de l'élection présidentielle, Emmanuel Macron a fait preuve de malhonnêteté lorsque le sujet des chantiers navals de Saint-Nazaire a été évoqué. Une fois de plus, c'est Marine Le Pen qui a parlé avec franchise. Son poursuivant du Système, lui, actait le renoncement du Gouvernement sur ce dossier... comme tant d'autres.

Oui, Emmanuel Macron, nommé ministre de l'Industrie en 2014, n'a rien fait pour préserver les chantiers navals de Saint-Nazaire — tout comme l'ensemble de nos grandes infrastructures industrielles — des fléaux nouveaux qui les accablent : travail détaché, transferts de compétences, politique commerciale au doigt mouillé... en témoigne le piteux épisode des *Mistral* russes.

Oui, Emmanuel Macron, en poussant au maximum la France dans l'intégration européenne durant son ministère, n'a rien fait pour la préserver des excès du libre-échange, là où son **prédécesseur** au « Redressement productif » essayait au moins de poser sur le plan théorique la question du protectionnisme.

Surtout, comme l'a indiqué Marine Le Pen, Emmanuel Macron a bel et bien vendu les Chantiers de Saint-Nazaire aux Italiens de *Fincantieri*. Prétendant le contraire, il a menti... En refusant la perspective d'une nationalisation au moins partielle et temporaire, par l'acquisition publique de 51 % de l'actionnariat des Chantiers, monsieur Macron a précipité cette vente au rabais, coup de canif dans notre souveraineté industrielle.

À Saint-Nazaire, cette solution est pourtant plébiscitée depuis des années par une part importante de la population et la majorité syndicale FO-CGT. De même, Marine Le Pen et le Front national la demandent. Mais monsieur Macron ne l'entend pas !